

05-02-08

Gandrange : les promesses de Sarkozy



Photo Maury GOLINI

« L'Etat investira pour maintenir l'activité à Gandrange ». Au cours de sa visite éclair hier matin à l'aciérie, Nicolas Sarkozy a promis de mettre de l'argent dans l'outil et la formation pour sauver le site où il devrait revenir au printemps présenter le nouveau plan industriel réalisé « avec ou sans Mittal ». Salariés et syndicats comptent le « juger aux actes » ».

**CI-DESSOUS
NOS COMMENTAIRES
ET LE REPORTAGE
DE MARIE-ODILE CHÉRY
ET BERNARD KRATZ
EN « RÉGION »**

« L'Etat est prêt à investir »

Devant 400 salariés réunis dans la grande halle de la coulée continue de Gandrange, Nicolas Sarkozy s'est engagé hier à mobiliser l'argent public pour sauver l'aciérie ArcelorMittal. Ballotté entre espoir et inquiétudes, le personnel attend maintenant des actes. Et se demande par quel biais l'Etat va pouvoir intervenir dans ce dossier, industriel mais surtout privé.

Nicolas Sarkozy est venu, hier matin, apporter son soutien aux salariés d'ArcelorMittal sur le site de l'aciérie de Gandrange. Cette dernière est menacée par un plan de restructuration, avec 595 suppressions d'emplois à la clé, d'ici le premier semestre 2009.

Au cours d'une visite de 45 minutes chrono, menée au pas de charge, le président de la République a rappelé avoir obtenu de Lakshmi Mittal « le gel du plan de restructuration et deux mois de délai pour préparer un contre-projet industriel. » Et annoncé dans la foulée que « L'Etat est prêt à prendre en charge des investissements nécessaires pour maintenir l'aciérie en activité. Des investissements dans les machines, ou dans la formation des 300 jeunes », a-t-il lancé devant 400 salariés réunis dans la grande halle d'évacuation de la coulée continue.

« Notre objectif est de garder des usines ouvertes, parce qu'un pays qui n'a plus d'usines est un pays qui n'a plus d'économie ! », a continué le président de la République.

Seconde visite

Evoquant l'idée de préférer investir dans les machines et la formation « plutôt que de mettre de l'argent dans le chômage et les préretraites », il a surpris en envisageant « une solution avec Lakshmi Mittal si nous parvenons à le convaincre, ou sans lui, et nous trouverons un repreneur. »

Il a encore assuré qu'il « recevra à l'Elysée les syndicats avec le contre-projet, fin mars, début avril », qu'entre-temps il reverra le patron d'ArcelorMittal et, surtout, qu'il « reviendra à Gandrange pour annoncer le plan. »

B. K.



Nicolas Sarkozy s'est exprimé devant 400 salariés attentifs.

« On jugera aux actes ! »

« Ouah ! Dans la forme, il a été bon. On le prendrait presque comme super délégué syndical, rigole Edouard Martin de la CFDT, mais nous on ne rêve pas. On le jugera aux actes. » Les syndicats de Gandrange hésitent entre la forme et le fond de cette visite présidentielle. « C'est bien, ça bouge de tous les côtés. Rien n'est perdu », assure Jacky Mascelli, délégué CGT qui a surtout retenu cette suggestion « d'un éventuel repreneur », si chère à la CGT et au CODEG, le comité de défense. « Oh, mais attention quand même à la démobilisation de nos troupes et des gens de l'usine qui croient que c'est gagné. Avec ça, on risque de n'avoir personne samedi à notre grand rassemblement populaire », ajoute Patrice Devoti de la CFDT. « On se bat, il faut continuer. Je suis d'un optimisme mesuré. On est habitué aux promesses. Et puis faut d'abord valider ce plan industriel. Je ne sais pas comment il peut investir dans une entreprise privée », se demande Pierre Sutter, de la CFE/CGC. « Et si le contre-projet n'intéresse pas Mittal ? », s'interroge un militant CGT. « Bon, va falloir bosser à fond ce contre-projet avec le cabinet d'expertise. On a du boulot », lance Didier Zint, délégué métallurgie de la CFDT, à ses militants. Car en avril les syndicats retournent à l'Elysée pour faire valider ce plan.

B. K.

Et maintenant ?

• **Calendrier** : Nicolas Sarkozy a lancé le débat sur le calendrier. Il donne rendez-vous en avril aux syndicats, avant de revenir à Gandrange après avoir revu Lakshmi Mittal. Mais hier, la direction du site a maintenu son calendrier, avec remise du rapport d'expertise le 3 mars lors d'un CE extraordinaire. « Il ne tient pas compte des deux mois de gel accordés par Mittal et annoncés par Sarkozy ! », s'insurgent les syndicats qui ont claqué la porte de la réunion. D'autant qu'à Gandrange la direction continue de proposer, déjà, des postes de reclassement au personnel et des prévisions de réduction des équipes à l'aciérie dès juillet.

• **Comme Alstom** : Comment imaginer que l'Etat puisse investir dans une entreprise privée ? « On nous a dit que

les caisses sont vides », remarque la CFDT. Mais le souvenir d'Alstom à Belfort, moribond en 2003 et sauvé en 2004 parce que l'Etat y a investi, refait surface. Nicolas Sarkozy l'a rappelé hier. De fait, l'Etat avait opéré une nationalisation partielle, avec acquisition de 20 % du capital d'Alstom, revendus ensuite avec une jolie plus-value. Difficile à imaginer pour Gandrange. « Le site est une SA 100 % ArcelorMittal. On ne voit pas l'Etat entrer au capital. Et les règles européennes l'interdisent. Sans compter les réticences du patronat en France », avoue Pierre Sutter (CFE/CGC). Sauf à utiliser la méthode belge où l'Etat et la Wallonie attribuent 2,6 millions de tonnes de quotas de CO2, contre 1,4 pour ArcelorMittal afin de permettre de rallumer le haut fourneau de Liège dans le-

quel toutefois le groupe a investi 25 M€. « A moins que l'Etat songe à utiliser un autre bras de levier, EDF, via le contrat de fourniture d'électricité ? » suggère la CGT.

• **Le plan alternatif** : « L'expert de Syndex s'est déjà rendu en Roumanie, à Hambourg et Duisbourg. Il faut aborder le dossier Gandrange au plan européen. Il faut avoir une vision macro-économique », estime la CFDT qui ne néglige pas non plus la piste évoquée par Jean Jacquet, ancien PDG d'Unimétal (R.L. du 3 février) de faire du LCB une mini-usine performante de produits haut de gamme, en sacrifiant le TAB. Mais cela suppose la construction d'une nouvelle aciérie.

B. K.

« Vous n'êtes pas seuls ! »

« Vous allez recevoir le président de la République. Il faut l'accueillir avec dignité en ne lui demandant qu'une chose : que Gandrange vive ! » Xavier Phang Dinh, élu CGT du comité européen du groupe, y va d'un ton très républicain pour chauffer la grande halle d'évacuation de la coulée continue où quelque 400 salariés attendent Nicolas Sarkozy. « Cette aciérie, on y croit. Sarkozy ne peut être qu'un plus pour nous ! », rappelle Jean-Paul, un technicien. « Bah ! Avec son trou d'air dans les sondages, il vient se refaire une santé ici », glisse Nicolas, un jeune embauché qui n'y croit plus trop.

Le président de la République ne portera le casque de sécurité que quelques minutes. Il est accueilli par l'état-major de l'usine, dont Gonzalo Urquijo, le numéro 3 du groupe, et Daniel Soury Lavergne, directeur général France. Direction les fours de l'aciérie. Il serre des mains et encore des mains, mais fend le cortège et fonce sur un pontier, indifférent à l'agitation. L'échange est vif et dure cinq minutes. Un classique chez le président, obsédé par son besoin de convaincre les plus sceptiques. « Qu'est ce que ça coûte de venir ici ? », apostrophe-t-il Patrice Devoti de la CFDT, un des trois délégués syndicaux



C'est au pas de charge que le chef de l'Etat a visité l'aciérie.

qui l'entourent avec Bernard Lauprêtre, le directeur du site. « Je ne sais pas s'il a appris comment on fabrique l'acier », se demande le délégué syndical.

« Félicitations pour votre mariage »

Nicolas Sarkozy traverse la station d'affinage prend la transversale et passe deux minutes en salle des commandes avant de déboucher sur la coulée continue. Le klaxon du pont roulant retentit pour avertir d'un danger. Dans une cohue indescriptible, il pénètre au milieu de la grande halle où est dressé un

podium occupé, à la demande préalable de l'Elysée, par une rangée de salariés en tenue. « Félicitations pour votre mariage monsieur le président ! », lance dans la foule Gaëtan, une jeune recrue. Mais les « Gandrange vivra ! » des salariés le poussent à la tribune. Dans le vacarme de l'usine, le président prend le micro. « On va se battre ! Vous n'êtes pas seuls ! » Il prononce le nom de Mittal et aux premiers sifflets appelle « à ne pas le stigmatiser. Je l'ai rencontré, on peut avoir besoin de lui. » Il le ménage et s'en prend à l'ancienne direction. « Ce n'est

pas lui qui a construit l'aciérie. » Les oreilles de Guy Dollé, l'ancien directeur des aciers longs d'Usinor qui a installé l'aciérie électrique, doivent siffler. « Je reviendrai présenter le plan, la solution » avant de terminer par une allusion à son mariage : « Gandrange, comme voyage de noces, y a pas mieux ! » Chantal qui travaille au TAB (train à billettes) apprécie. « C'est positif ! Il a dit des choses vraies. Mais c'est à Mittal d'investir. Pas à l'Etat. »

Bernard KRATZ.

Espoir et inquiétudes



Les salariés pensent à leur avenir. Certains sont sceptiques, d'autres optimistes.

• « On est content que Nicolas Sarkozy vienne, on a réussi à faire bouger les choses et à faire comprendre aux pouvoirs publics que l'usine était viable ». Salarié depuis 1968, entré dans l'entreprise via le centre d'apprentissage, Marcel Rammler veut y croire. Il est 7 h 30. Le sidérurgiste est devant les portes de son usine depuis une bonne heure déjà. Impatient de voir Nicolas Sarkozy. De l'entendre surtout. « J'ai encore sept ans à faire et je voudrais bien arriver à ma retraite sans souci. Si l'aciérie venait à fermer, ce serait un désastre humain ! »

• Jean, lui, a 39 ans. Technicien de maintenance depuis six ans, il fait partie de la grande famille des inquiets : « Je n'attends rien, tout est prémédité de longue date ». Et émet une pensée vers tous les intérimai-

res, qu'ils soient embauchés au sein de l'aciérie ou qu'ils fassent partie des équipes de co-traitants : « Si la fermeture se confirme, ce seront eux les premières victimes. Pour eux, il n'y aura aucune mesure de reclassement ».

• Entré à l'aciérie en 1969, Elio se montre un brin plus optimiste : « C'est la première fois qu'un président vient nous voir. Ça me fait plaisir qu'il s'engage car je tiens à mon outil de travail. J'espère qu'il tiendra ses promesses ».

• « Ça sent la fin ! Il veut nous endormir ». François Vullo, 34 ans, est loin d'être convaincu. Il assimile la venue du président à « une visite de courtoisie », persuadé que Lakshmi Mittal ne reviendra pas sur sa décision d'autant « qu'il aurait déjà investi dans des machines en Allemagne ».

A Toul aussi

Nicolas Sarkozy ne quitte plus la Lorraine. Il a promis d'y revenir dès la semaine prochaine. Mais, pour le dossier de Kleber à Toul où Michelin a prévu de supprimer plus de 800 emplois. Il recevra les syndicats à l'Élysée et se rendra sur le site.

Forte délégation

Nicolas Sarkozy a atterri à Metz-Frescaty, en compagnie de Xavier Bertrand ministre du Travail, des conseillers Henri Guaino et Raymond Soubie, du porte-parole David Martinon. Il est arrivé par l'entrée Est du site à Richemont. Et est reparti trois-quarts d'heure après, direction l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine, pour décoller vers la Roumanie. Xavier Bertrand, et les conseillers, sont repartis de Frescaty vers Paris. Cette visite éclair a tout de même mobilisé de nombreuses forces de l'ordre et quelque 70 journalistes.

« L'année prochaine on sera tous partis »

Au lendemain de l'annonce de la fermeture de l'aciérie et du TAB, Kader Otmani s'était donné une mission : celle de préserver son épouse, Olga, et d'y croire encore, un peu (R.L. du 17 janvier). Au lendemain de la visite de Nicolas Sarkozy, cet Amnévillois de 43 ans, père de trois enfants, qui depuis trois ans travaille en tant que fondeur à Gandrange, a perdu l'espoir : « Le président nous dit qu'il va sauver les murs, mais je sais bien qu'il ne les sauvera pas. Il est juste venu faire de la pub... L'année prochaine, au mois d'avril, on sera tous partis ! »

Hier matin, Kader n'était pas à l'usine. C'est sur une chaîne nationale qu'il a écouté le discours du président. Un discours auquel il ne croit pas. Il se dit même certain que, s'il existait un jour, le futur repreneur « mettra la clé sous le paillason ». « Nos chefs pensent tous la

même chose, même le directeur de l'aciérie ne sait plus quoi nous dire. Mais ils ne nous cachent pas que nous pouvons déjà faire nos demandes de mutation. Ça veut tout dire ! » Alors, Kader a fait son choix : après son prochain congé parental, il postulera pour un poste de pontier de l'autre côté de la frontière : « S'ils me disent non, j'aurai compris car il paraît que là-bas, ils sont en sureffectifs. Alors que vont-ils faire de nous ? » Des questions sans réponse, Kader en a à la pelle. Mais par-dessus tout, il veut se « mettre à l'abri et ne pas perdre son travail ». Les « belles » paroles du président de la République, « qui a multiplié son salaire par trois et ne pense sûrement pas aux smicards comme nous », n'y ont rien fait.

M.-O. C.

Espoir

Les assurances données par Nicolas Sarkozy lors de sa visite éclair à Gandrange ont redonné de l'espoir aux 595 salariés dont l'emploi est menacé par le plan de restructuration signé ArcelorMittal. Il faut s'en réjouir. Le chef de l'Etat, qui a affirmé sa solidarité avec les sidérurgistes mosellans, n'a sans doute pas tort lorsqu'il juge préférable d'investir dans le maintien en vie de l'outil de production plutôt que d'indemniser les gens condamnés à rester chez eux. Son volontarisme industriel, qui vient démentir sa réputation de libéral, est bien dans le ton d'une culture nationale marquée par l'interventionnisme, mais il n'est pas vraiment dans l'air du temps, du moins hors de nos frontières.

En chute libre dans les sondages, accusé d'avoir manqué à ses engagements et d'être plus préoccupé de régler ses affaires de cœur que de résoudre les problèmes quotidiens des Français, le président est manifestement parti à la reconquête d'une opinion désabusée. Dimanche, au lendemain de son mariage avec Carla Bruni, il faisait savoir que les petites retraites seraient bientôt revalorisées. Comme s'il avait à se faire pardonner ses manières trop clinquantes auprès des personnes âgées. Hier, il enfilait le costume du syndicaliste pour s'offrir les applaudissements d'ouvriers en plein désarroi. Cette posture frondeuse et ces

promesses généreuses laissent pourtant sceptique quant à la qualité et au sérieux du suivi. A moins que le président, qui pratique à merveille l'art de la persuasion, veuille parer au plus pressé, quitte à reconnaître plus tard, comme il l'a fait pour le pouvoir d'achat, son incapacité à maîtriser une affaire qui n'est pas de son ressort. Les caisses sont vides pour un bout de temps, semble-t-il. D'autant qu'après Gandrange, d'autres sites industriels, d'autres appels vont se faire entendre. L'Union européenne est très regardante sur les aides publiques aux entreprises. Les services de la concurrence sont sans pitié. Nicolas Sarkozy le sait. Se cacher derrière Bruxelles peut être tentant, mais utiliser, en le dénonçant avec fracas, un veto européen est une facilité qui a déjà beaucoup servi à nos gouvernants. Comment s'étonner alors que le dernier référendum sur l'Europe ait tourné au désastre ? La prochaine présidence française de l'Union ne dispensera pas le chef de l'Etat d'en respecter les règles. Au contraire. Il reste donc à Nicolas Sarkozy à trouver rapidement les accommodements qui lui permettent de ne pas ajouter, demain, à Gandrange, du dépit au désespoir.

Pierre FRÉHEL.